



bonnes vacances mais vigilance sociale et revendicative....

Les échéances politiques, présidentielles et législatives sont passées mais les problèmes économiques et sociaux demeurent, accentués de la guerre en Ukraine, de la crise énergétique...

Les urnes du 25 avril dernier ont parlé avec la continuité d'un président (58%) qui promet «cinq ans de mieux» (?) mais un scrutin qui marque encore un fort taux d'abstention de 28,1% au plus haut depuis 1969.

Les deux tours des élections législatives de juin dernier marquent aussi cette désaffection des urnes avec 53,77% d'abstention et surtout une majorité relative du gouvernement MACRON/BORNE, la percée du RN et une force d'opposition autour de la NUPES.

Ce changement n'échappe pas au VAL DE MARNE avec 6 députés à gauche, un seul Les Républicains, et 4 Ensemble LREM.

Maintenant le gouvernement est contraint de composer dans la recherche de compromis politique et social pour l'adoption de lois et textes législatifs et cela pourrait bien servir nos revendications, et renforcer notre opposition à la remise en cause des acquis.

La méthode d'un nouvel **CNR-Conseil National de la Refondation** est différé mais il est loin de ce que nos aînés ont construits et façonnés en 1945 avec le **CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE** au sortir de la seconde guerre mondiale où tout était à reconstruire.

A ces trois lettres CNR, le Président de la République y donne une toute autre signification, composé de forces politiques, économiques, sociales, associatives, élus de territoires et citoyens.

Pour FO 94, ce CNR est un piège et un attrape mouche à instrumentaliser les syndicats et les intégrer à la gouvernance des projets de loi et contre-réformes.

L'indépendance et l'efficacité de l'action syndicale repose sur les revendications et la feuille de route que le 25^{ème} congrès confédéral a fixé pour les années à venir, confirmé lors de la conférence de presse confédérale du 4 juillet dernier.

Dans ce contexte économique, il y a urgence sociale à apporter des réponses à la question du **pouvoir d'achat**. Beaucoup de salariés ont du mal à boucler les fins de mois face à l'augmentation des prix de l'énergie, à celle des prix des carburants, des produits de première nécessité, de l'alimentation...

La réponse au pouvoir d'achat ne réside pas dans ce seul projet de loi à venir avec des pansements connus de type prime d'activité, prime de pouvoir d'achat ou indemnité inflation, prime énergie... On est très loin du maintien du pouvoir d'achat avec une inflation 2021 +2.8% et à ce jour 2022 de + 5.8%.

La seule réponse c'est le **salaire**, la rémunération de l'activité qui doit permettre de vivre dignement de son travail.

Avec le rapport de force comme l'ont montré les cheminots, l'augmentation des salaires est plus que jamais possible et doit rester notre priorité, parce que c'est aussi redistribuer les richesses de manière plus juste, au profit de ceux qui les produisent, les travailleurs. Cette augmentation des salaires participe au financement de la Sécurité sociale, déjà tant mise à contribution avec la crise sanitaire du COVID.

Notre organisation syndicale est toujours aussi déterminée à se faire entendre sur les **retraites**, notamment sur son rejet de tout recul de l'âge de la retraite et à l'allongement de la durée de cotisation. FO était opposée au projet de système universel de retraite par points avec la suppression des 42 régimes spécifiques dont celui du Code des pensions civiles et militaires.

Notre revendication de toujours, est sans appel : à chacun un **vrai travail et un vrai salaire**, un emploi de qualité et mieux rémunéré, de l'entrée dans la vie active au moment du départ à la retraite, et de sortir les trop nombreux salariés confinés aux bas salaires, à temps partiel, aux contrats précaires, afin de permettre à la fois à tous et toutes de bénéficier d'une retraite décente et d'assurer dans le même temps le financement du système par répartition et de notre protection sociale collective.

Le Changement de politique est-il bien réel à s'interroger, mais les revendications continuent. La Première ministre a annoncé de nombreuses concertations mais comme lors des CSE, information et consultation n'ont pas la même finalité, FO rappelle que concertation n'est pas négociation.

Il faut redonner toute sa place à la politique contractuelle avec la négociation collective à tous les niveaux, branches, entreprises avec les NAO... A cet égard, FO souligne que les mesures annoncées sur le pouvoir d'achat contournent soigneusement la question de l'augmentation des salaires.

ATTENTION après le «quoi qu'il en coûte», **ATTENTION** au combien ça coûtera alors que les urgences sont nombreuses: pouvoir d'achat, éducation, hôpital, services publics... les travailleurs ne sauraient payer les aides publiques accordées aux entreprises sans contrepartie en terme d'emploi ou de salaire.

ATTENTION également à la déconstruction de notre modèle social républicain, qui conduit à remettre en cause la République une et indivisible.

Libres, indépendants, mais aussi solidaires et déterminés sont les valeurs du syndicat FO. Elles constitueront le sens de notre action dès la rentrée de septembre dans nos initiatives syndicales et actions.

Marc BONNET
secrétaire général-8 juillet 2022